L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR SULLIVAN, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN.....Prix 5 piastres, payable d'avance
Do. TROIS FOIS PAR SEMAINE, 3 piastres, payable d'avance

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON.

NOUVELLE-ORLEANS :

VENDREDI MATIN, 28 JANVIER 1842.

☞ On trouvera des séances officielles de la Législature à la 4me page.

NAVIGATION A VAPEUR.—En insistant, il y a quelques jours, sur la nécessité de créer une marine à vapeur pour les Etats-Unis, nous faisions allusion aux immenses développements que l'Angleterre a déjà donnés à cette branche importante; et nous citions, pour ne pas sortir de nos limites, les deux lignes permanentes qu'elle a déjà établies avec notre continent et ses dépendances. Ces deux lignes admirablement organisées mettent en rapport avec l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Amérique Centrale, les Antilles et les Guianes. La distance entre le nouveau-monde et l'ancien ne se mesure plus en lieues et en milles; mais elle se compte par jours et par heures; Liverpool et Halifax sont à dix jours l'un de l'autre; Liverpool et Boston à douze jours; Southampton et la Havane à vingt-deux jours. On connaît déjà la bonne organisation des navires de la Compagnie Cunard; leur admirable régularité, et leur solidité à toute épreuve; ils affrontent sans crainte les orages de l'hiver et triomphent vaillemment de toutes les difficultés qui semblaient devoir arrêter leur marche. Les batiments destinés au service des Indes Occidentales ne ne leur sont point inférieurs; peut-être même pourrait-on leur reconnaître une certaine supériorité; et l'on peut, sans se hasarder assurer qu'ils rempliront parfaitement bi- leur but : Le premier voyage du *Forth* est là pour le prouver. Une autre ligne assure aussi les relations de l'Angleterre avec ses colonies des Indes Orientales : elle franchit la Méditerranée de Marseille à Suez; puis reprend dans la mer Rouge pour aller à Bombay, d'où elle s'étend jusqu'à Calcuta Madras et Ceylan.

Ces trois lignes sont assurément déjà une fort belle chose; mais elle ne sont en quelque sorte que la base d'un immense système dont les ramifications entoureront le globe d'une espèce de réseau. Voici ce que dit le *Morning Herald* de Londres à propos de cette des Indes-Occidentales : Le terme naturel d'une ligne transatlantique, c'est Chagres, ville placée sur ce côté de l'isthme de Panama. Ce terme décide la question de l'amélioration de la route qui traverse l'isthme et qui n'a qu'une longueur d'environ trente milles. Il existe déjà quelques routes sur ce point; elles ne valent pas grand'chose; mais cependant elles suffisent aux relations actuelles. Des navires à vapeur, établis par les capitalistes anglais, font déjà le service entre Panama, placée sur la côte de l'Océan Pacifique, Lima et Va'paraiso. Déjà depuis quelques mois on s'occupe d'établir une communication mensuelle entre Valparaiso ou quelque autre port du Chili et la Nouvelle Zélande; cette communication se rattacherait à la ligne de navires à vapeur de Valparaiso et de Panama, et par suite à celle des Indes Occidentales.

Cette communication avec la Nouvelle Zélande s'étendra nécessairement à toutes les autres colonies de l'Australie. La ligne de l'Australie communiquera d'un côté avec l'Inde, la mer Rouge et la Méditerranée, et de l'autre, d'ici à peu d'années elle portera le commerce anglais parmi les 15,000,000 d'hommes qui peuplent les îles riches et fertiles de l'Archipel Indien. D'autres lignes s'établiront plus tard on n'en peut douter entre la côte septentrionale de l'Australie et Singapor; de là elles s'étendront promptement jusqu'aux Philippines, longeront les côtes de la Chine, franchiront le détroit de Corée, la mer du Japon, et viendront par la manche de Tartarie atteindre les confins asiatiques du sauvage empire du Czar."

Ce plan immense n'est pas le seul du reste que forme l'Angleterre, elle vent avoir avec l'Amérique Méridionale des communications aussi fréquentes qu'avec l'Amérique du Nord. Elle est en ceci parfaitement secondée par le gouvernement brésilien, qui a déjà accordé des facilités et des immunités commerciales pour l'établissement d'une ligne de navires à vapeur entre l'Angleterre et Rio Janeiro. L'exécution de ce projet embrasse Madère, les îles Canaries, les îles du Cap Vert, la côte occidentale de l'Afrique et toute la côte orientale de l'Amérique du Sud depuis l'embouchure du fleuve des Amazones jusqu'à celle de la Plata. La navigation de grands fleuves de l'Amérique du Sud qui ne sont guères connus jusqu'à présent que vers leurs embouchure, et la colonisation des riches et fertiles vallées de cette portion du Nouveau Monde, suivraient nécessairement l'établissement d'une ligne de navires à vapeur entre l'Europe et le Brésil. Et il ne serait pas impossible qu'un jour cette ligne n'allât rejoindre à Aden la ligne des Indes Orientales, en doublant le Cap de Bonne Espérance, et touchant à Maurice et aux Sechelles. Ainsi se trouverait presque complètement achevée cette fi itante ceinture commerciale dont l'Angleterre veut entourer le Monde.

LOI SUR LES FAILLITES.—Le bill pour le rappel de la loi sur les faillites passée à la dernière session du Congrès, a été adopté, le 18 de ce mois, par la Chambre des Représentans, à une majorité de 32 voix.

Le *National Intelligencer*, du 17, tout en pronostiquant l'adoption du bill par la Chambre, fait la remarque suivante : "Nous n'avons cependant pas changé d'avis : l'abrogation de la loi n'aura pas lieu pendant la session actuelle.

RÉPUDIATION AU KENTUCKY.—La Législature du Kentucky a rendu dernièrement que "le système de répudiation adopté par quelques Etats de l'Union au sujet des dettes contractées par ces mêmes états, est aux yeux du gouvernement et du peuple du Kentucky, chose infâme; qu'un pareil système est indigne du siècle éclairé où nous vivons, contraire à tout principe religieux, et déshonore le nom américain."

ATTENTION !—Il circule en ce moment à la Nouvelle-Orléans un grand nombre de faux billets de la Banque du Nord du Kentucky.

(*Correspondance particulière de l'Abeille.*)

WASHINGTON, 17 janvier 1842.

SENAT.—De nombreuses petitions contre le rappel de la loi sur les faillites ont été présentées ce matin par MM. Southard, Tallmadge, Evans, Calhoun, Miller, Williams, Bates, Bayard, Buchanan, Henderson, Rives, Preston, Choate, Pearce, Berrien, Woodbridge, Clay, Merrick, et autres; quelques autres pétitions en faveur du rappel ou de l'ajournement de la loi, ont été aussi présentées.

M. Clay, en présentant celles qu'on lui avait confiées, a dit que cette occasion pour démentir les bruits insidieux qui se font courir sur son compte bon nombre de journaux. Il ne s'est pas immiscé dans les affaires de la Chambre au sujet de la loi sur les faillites. Il en appelle à l'histoire de toute sa vie publique pour repousser d'aussi perfides calomnies.

Le Sénat s'est occupé ensuite d'affaires d'une intérêt purement local.

L'examen du bill présenté par M. Linn pour le rappel de l'acte de distribution du produit des terres publiques, est ajourné à un autre jour. Les résolutions de M. Clay pour amender la constitution ne seront à l'ordre du jour, ainsi qu'il en a exprimé le désir, que lundi prochain. La santé de M. Clay est très chancelante.

Le comité particulier, nommé par le président *pro tempore*, pour examiner le bill présenté par le secrétaire du trésor au sujet de l'établissement d'un conseil d'échiquier, se compose des membres suivans : MM. Tallmadge, Preston, Bates, Walker, Evans, Merrick, Young, White, et Rives.

Dans le cours de la séance, un message a été reçu de la Chambre, accompagné du bill concernant l'émission de billets par le trésor, lequel a subi une première et seconde lecture.

A trois heures, le Sénat s'est ajourné.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—La Chambre s'est occupée du bill pour le rappel de la loi sur les faillites.

M. Granger a demandé le rejet, et a fait un long discours contre le rappel de la loi.

M. Marshall, du Kentucky, s'est déclaré en faveur du rappel, et a demandé que la motion sur le rejet fût mise aux voix. La motion sur le rejet est perdue par 118 contre 98.

Après d'orageux débats, le bill concernant le rappel de la loi sur les faillites, ayant subi une 3ème lecture a passé par un vote de 126 contre 94.

Une motion pour reconsidérer le vote a été perdue.

Pas après la Chambre s'est ajournée.

YUCATAN.—Des nouvelles du Yucatan nous sont parvenues par la voie de Campêche. Les journaux de la première de ces provinces, que nous avons reçus, publient au long les articles du traité conclu le 28 décembre, entre le gouvernement fédéral de Mexico et les Yucatan. Les institutions de l'ex-république seront les mêmes que celles qui la régissaient avant son schisme. Son tarif actuel, ne sera pas modifié par le gouvernement mexicain. L'Etat ne sera jamais tenu de fournir plus d'un bataillon de gardes, lequel bataillon ne sortira jamais des limites de la province. Les revenus provenant des droits de douane appartiendront en propre au Yucatan, qui, en outre, pourra posséder une marine à part de la marine nationale du Mexique.

Reste à savoir si Santa-Anna consentira à signer un pareil traité, qui ne change rien à la situation du Yucatan et ne lui ôte aucun de ses droits et prérogatives.

ASPHALTE DE MER.—Les flots de la mer déposent sur les côtes du Texas une sorte d'Asphalte dont on pourra se servir comme combustible. Ce bitume s'enflamme très facilement et dégage une grande quantité de calorique. Les mexicains en font des bougies. Les habitans du Texas ne peuvent plus se plaindre de la rareté du bois chez eux.

—La barque *Lavina*, partie le 15 courant de Philadelphie pour la Havane, avait à son bord Penny Hazard et associé.

—Le navire échoué près de *Little Egg Harbour*, dit le *Herald* de New York, et que l'on croyait être d'abord le *Morrison*, venant de Canton, n'est rien moins que le *Frankfort*, capitaine A. G. Russell, de la Nouvelle Orléans. Le Frankfort a un chargement composé de coton, de plomb, de blé, &c. Le bâtiment s'est échoué vendredi, à quatre heures du matin, et se trouve dans une situation extrêmement périlleuse ; au milieu des brisans de *Long Beach*.

—Le juge *Hopkinson*, de la Pennsylvanie, l'un des plus savants jurisconsultes des Etats-Unis, et signataires de la déclaration de l'Indépendance Américaine, a succombé dernièrement à une attaque d'apoplexie.

—L'frégate américaine, le *Macedonian*, est arrivé à St. Thomas le 31 du mois dernier.

Communication des administrateurs du Collége Jefferson soumise à la Chambre des Représentans dans la séance du 17 janvier 1842.

COLLEGE JEFFERSON.

Le Comité nommé pour préparer certains documens et répondre aux questions posées par la Chambre des Représentans, a l'honneur de faire le Rapport suivant. (Réponse est faite aux questions dans leur ordre respectif.)

1re *Question.*—Quel est le nombre des bâtisses du Collége Jefferson, de quelque genre que ce soit, le nombre des chambres, avec leurs dimensions respectives, et les matériaux dont ces bâtisses sont construites et couvertes ?

Réponse.—Voir le tableau A qui indique que la totalité des bâtisses a coûté $124,586 97 cts. qu'elles sont en briques et couvertes en bardeaux ; que le corps de logis principal a une façade de 300 pieds sur le fleuve, et une profondeur de 44 pieds, et que le second corps de logis derrière le premier a 42 pieds de large sur 160 pieds de profondeur;

Que le cour spacieux de fait face au bâtiment principal, et est entourée d'un mur en briques élevé, avec deux hangards de chaque coté, de 120 pieds chaque, soutenus par des colonnes en fer, pour l'abri des élèves pendant les récréations lors du mauvais temps. A l'entrée du Collége sont deux belles loges de portier.

Qu'en outre des bâtimens ci-dessus et de leurs dépendances, appartenant au Collége, il y a cinq maisons en briques pour le président et les professeurs, à deux étages et couvertes en bardeaux.

2me. *Question.* Quelle est la quatité de terre appartenant au Collége.

Réponse.—Cinq acres de fice sur la profondeur ordinaire.

3me. *Question.*—Quels sont depuis le commencement des constructions jusqu'à ce jour les débours pour les bâtisses ? ceux pour la terre ?

Réponse.—Pour les bâtisses (voir le tableau A.)

	$124,586 97
Pour la terre,	10,000
4me. *Question.*—Quel est le montant reçu par l'Institution dès le commencement, par souscription ou donation direct de ?

Réponse.—Des fonds et | $50,832 00 |
| Grand cabinet de Physique, de Pixie, &c. | 3,150 00 |
| | $53,982 00 |

Voir l'état B.

5me. *Question.*—Quels sont les débours jusqu'aujourd'hui pour l'augmentation de la bibliothèque du Collége ? pour les appareils de Physique et de Chimie ?

Réponse—Pour le cabinet de physique, | $600 00
Pour le laboratoire de chimie, | 1,000 00
Pour la bibliothèque, | 8,710 16
Voir l'état B. | $10,310 16

6me. *Question*—Combien y a-t-il de volumes dans la bibliothèque et de quoi se composent les appareils de physique et de chimie ?

Réponse.—7000 volumes ;
Grand cabinet de physique de Pixie,
Un laboratoir complet de chimie.
Voir l'état C, contenant une nomenclature complète du cabinet de physique;
Voir l'état D, contenant le detail du laboratoire de chimie.

7me. *Question.*—Quel a été l'emploi des allocations de l'Etat depuis cinq ans ? Combien a été employé pour les bâtisses ? Combien pour l'établissement et l'augmentation de la bibliothèque ? Combien pour les appointemens des maitres, professeurs et autres officiers ? Et combien pour d'autres objets non spécifiés ci-dessus ?

Réponse.—Cette question ne peut être résolue qu'approximativement.

L'état E. montre que le solde contre le Collége s'élevait le 24 décembre 1841, à | $43,339 93
L'état E. montre que les débours du Collége pour bâtisses, &c., sont comme suit :

Terre,	$ 10,000 00
Bâtisses,	124,586 97
Bibliothèque,	8,710 16
Lits de fer (275,)	6,253 00
Sept acres taxe,	4,368 00
Laboratoire de Chimie,	1,000 00
Instruments de physique,	600 00
Pompe à incendie,	648 00
	$156,763 13
A déduire montant encore dû,	43,339 93
	$113,423 20
Que ce montant il a été fourni par donations particulieres,	50,832 00
	$ 62,591 20

Que l'Etat a contribué dans les débours ci-dessus pour une somme de $62,591 20, voir l'état B, et que le restant des fonds versés par l'Etat a été appliqué au payement des professeurs &c. ainsi qu'on le verra ci-après.

8me. *Question.*—Quel est le nombre des professeurs et autres officiers actuellement attachés au Collége ? Quels sont leurs appointemens et quel a été en commune le nombre de ces officiers depuis cinq ans et leurs appointemens ?

Réponse.—Nombre des officiers attachés au Collége, 20.

Appointemens annuels, outre la table pour ses dits d'entr'eux,
Voir l'état F.
Noms des officiers et leurs fonctions

MM.	APPOINTEMENS.
A. H. Everett, président et professeur de haute philosophie,	$ 4,000 00
F. J. Chevet, professeur de physique, de chimie et des hautes mathématiques,	2,200 00
A. J. Beaumont, professeur de littérature anglaise et française et de mathématiques,	1,800 00
Q. W. Peabody, de Boston, professeur de la de latinité, d'histoire grecque et de philosophie,	1,800 00
F. N. Nichols, professeur de hautes classes de rhétorique anglaise et de mathématique,	1,800 00
L. Sirot, professeur de latin, de grec et de mathématiques,	1,800 00
A. Chevion, professeur de hautes classes de Français d'histoire et de mathématiques,	1,800 00
R. Fuentes, professeur d'Espagnol et de tenue de livres,	1,600 00
J. Wyndam, professeur des classes préparatoires de Français pour les Américains,	1,000 00
L. Elkins, professeur d'Anglais, de géographie et de mathématiques,	1,200 00
Mervoyer, professeur des classes préparatoires de Français,	1,000 00
E. Everett, professeur d'Anglais, de mathématiques et d'écriture,	900 00
J. Brulatour, sous-professeur de latin, et préfet,	1,000 00
Che. Legat, sous-professeur d'arithmétique et préfet,	600 00
A. Seignouret, préfet de préfets,	1,000 00
R. Pérès, préfet,	900 00
L. Pérès, do	600 00
F. de la Chevalerie, do	600 00
C. Stanwood, do	600 00
B. S. Webre, tutsorier secrétaire, bibliothecaire et inspecteur des batisses, &c.	2,100 00
C. B. Mercy, médecin.	
Mme. A. Chopin, infirmière, lingère, veillant à la nourriture, &c. reçoit $135 par an par pensionnaire payant les professeurs et préfets, et $115 par élève.	
A. C. Colomb, dentiste.	
Y. Haussemann, charpentier.	
Sallety, tailleur et portier.	
Louis Gasquet,	Cordonniers.
Parade.	

ARTS D'AGREMENT.

De Brueys, professeur de musique, piano, violon, harpe, etc.		
Walsh,	do	piano, violon, flûte.
F. J. Chevet,	do	de dessin.
Derosti, maitre de danse.		
Candre,		Professeurs d'escrime.
Ludigier,		

Le collége se borne à allouer aux professeurs ci-dessus un local convenable. Les parens font leurs conditions pour le reste.

Le nombre des professeurs et autres officiers employé depuis cinq ans, est comme suit :

En 1837,	20.	Appointemens $ 26,000
1838,	21.	do 36,400
1839,	24.	do 27,600
1840,	28.	do 31,200
1841,	29.	do 29,400

9me. *Question.*—Quel est le nombre actuel d'élèves dans le Collége, et quel en a été le nombre en commune depuis cinq ans, sans compter les élèves boursiers ?

Réponse.—La liste ci-jointe, marquée J, indique que le nombre des élèves, à la fin de la dernière année scholaire, était de 165.

La commune depuis 5 ans a été comme suit :

En 1837,	121
1838,	130
1839,	165
1840,	236
1841,	196

Il est bon de remarquer qu'à la fin de chaque année tous les élèves qui ont terminé leur éducation spéciale ou classique, quittent le collége, avant l'examen, parce qu'ils auraient autrement à payer le nouveau quartier de la fin de l'année. La diminution apparente du nombre des élèves à la fin de l'année.

Le même état J montre aussi :

Que le nombre des élèves boursiers nommés par l'Etat, est de 12, et que ce nombre a été depuis cinq ans, en commune, comme suit :

En 1837,	9
1838,	12
1839,	13
1840,	13
1841,	12

10me. *Question en résolution.*—Citez le nombre des élèves, leurs âges et le domicile de leurs parents?

Réponse.—Voir la liste J.

11me. *Question.*—Quel a été en commune depuis cinq ans le nombre des élèves boursiers? Quel est-il actuellement et à quelles parroisses appartiennent-ils?

Réponse.—Voir la réponse à la 9me Question.

12me. *Question.*—Quel est le prix pour l'enseignement, la nourriture, la blanchissage, le feu, &c.?

Réponse — | $238 50
13me. *Question.*—Quel est le coût de l'entretien de chaque élève, comprenant le blanchissage, le feu, &c.?

Réponse.— | $148 50

L'e Collége ne reçoit donc pour l'enseignement que $90 par an, par élève.

Voir l'état K.

14me. *Question.*—Le Collége a-t-il actuellement des dettes et dans ce cas à combien s'élèvent-elles?

Réponse.—Le Collége doit ce jour une somme de | $79,207 54
Dont il faut déduire,

Montans en caisse,	$3,786 19	
Montant en recouvrement dû par les élèves actuellement au Collége,	9,115 05	
Montant à recevoir de l'Etat et échu,	3,756 00	
Billets à recevoir considérés bons	720 75	— 17,377 99
		$61,480 55

Des autres créances, une somme de $8,998, montant des premières souscriptions volontaires, peut être considérée comme perdue.

C'est avec un profond regret que le comité se voit forcé de déclarer qu'il est encore dû une somme de $10,049 63 par les parens d'élèves qui ont terminé leur éducation ou ont été retirés du Collége, sans une qute leur nourriture et leur blanchissage aient été remboursés à l'Institution, et que ses plus violens détracteurs se trouvent parmi ces mêmes parens.

Voir l'état E.

15me. *Question.*—Y a-t-il une partie du Collége assurée, et si cela est, quelle est-elle et pour quel montant?

Réponse.—Oui—Le bâtiment principal est assuré pour | $10'000 00
L'aile nouvellement construite, pour | 22,000 00
| $69,000 00

Le comité ayant répondu aux questions posées par la législature et fourni les données qu'elle demandait, prend la liberté de prendre quelques observations.

La direction du Collége Jefferson pendant toute la durée de son administration n'a cessé de sentir qu'il est impérieusement nécessaire sous un gouvernement républicain, que chaque citoyen, riche ou pauvre, reçoive autant que possible la même éducation; chaque citoyen; riche ou pauvre, ayant également droit, pouvant être également appelé à de hautes fonctions publiques, soit dans notre législature et le gouvernement de l'Etat, soit dans le gouvernement de la nation. Tous les membres de la direction ont compris que le meilleur système de gouvernement n'est pas plus à l'abri de désastres publics amenés par une administration incapable, que ne le serait la machine la plus parfaite confiée aux mains d'un ignorant.

Sous l'impression de ces idées, guidés par une conviction que rien ne pourrait ébranler, les efforts constans de la direction ont été de réunir dans le Collége Jefferson tous les élémens des connaissances nécessaires au bien-être d'un peuple et de placer l'acquisition de cette puissance—car savoir c'est pouvoir—à la portée du Louisianais le plus pauvre, et c'est avec orgueil que le comité présente aujourd'hui ici que les fondateurs du Collége Jefferson, ont dans leur entreprise, été puissamment aidés par l'Etat.

En échange de la meilleure éducation classique et pratique que puissent offrir l'Europe ou les autres Etats de l'Union, le Collége ne reçoit que $90 par an, non compris la nourriture et le blanchissage, pour lequels le Collége fait payer par les parens environ $140. 50 et que la direction laisserait bien volontiers aux parens, s'ils voulaient s'en charger.

Il est donc évident que si le nombre des élèves depuis deux ans a été en commune de 200, le Collége a reçu pour cette année de plus de $18,000 (savoir $90 qu'il payait pour chaque élève, etc. etc. selon l'état E. $ 29,100, ce qui laisse un déficit annuel de $11,400, qui jusqu'à présent a été couvert par l'Etat. C'est ainsi que l'Etat a contribué, comme nous l'avons dit plus haut, à mettre la science à la portée du citoyen le plus pauvre. Car quel est l'homme dans la vallée la plus riche, la plus fertile du monde qui n'ait pas assez d'énergie pour fournir à son enfant l'habillement, la nourriture et une somme de $7 par mois, pour le mettre à même de devenir un membre utile de la société, de briguer un jour, s'il y est appelé, les affaires de son pays.

Si l'Etat, ne s'assurant pas à ces cœurs patriotiques, eût refusé l'aide nécessaire, le pauvre eût été exclu du Collége Jefferson. La Direction, pour sauver son œuvre d'une ruine certaine, eut été forcée d'élever le prix de l'enseignement, de l'entretien, etc. à $300 par an. Cette augmentation aurait produit un revenu à peu près égal au montant fourni par l'Etat, mais c'eût été aux dépens des Représentans du peuple, et non celui de la Direction.

Etant certes, en portant le prix à $300, on n'aurait pu être taxé d'extravagance, car c'est le prix de différentes institutions de cette ville, suivies par les enfans des riches. C'est aussi un fait notoire qu'il n'y a pas un Louisianais envoyé en Europe qui ne coute à sa famille au moins $400 par an, en outre de $400 pour passage d'aller et retour, ainsi qu'on peut s'en assurer auprès de MM. L. Millaudon, Simon Locella, Martin Blache, Boudousquie et d'autres citoyens de cette ville. Dans les collèges de l'Est où l'espagnol et le français sont compris dans les études, le prix n'est pas plus bas qu'en Europe. On peut voir par les statuts cy-joints du Collége Jefferson que les études sont conduites dans les langues françaises et anglaise de manière à les rendre également familières aux élèves, et que la langue espagnole y est aussi enseignée.

Il n'est pas ici hors de propos de signaler à l'attention de nos représentans les immenses désavantages que présente sous le double point de vue national et économique, l'envoi de nos enfans à l'étranger pour y faire leur éducation, pratique malheureusement trop suivie avant la fondation du Collége Jefferson, dans la classe aisée de notre population.

Les enfans élevés au milieu d'étrangers perdent insensiblement et ces habitudes, et ces affections mêmes pour le tort paternel, domestique, et ces attachemens qui ne découlent que de l'amour de la patrie. Leurs impressions, leurs études, sont toutes monarchiques, à leur retour dans leurs familles il leur faut commencer une éducation nouvelle pour se fa ssiner à nos formes démocratiques et ce qui est plus malheureux encore dans leur propre pays, parmi leurs concitoyens, ils se trouvent dénonvoeu isolés comme au milieu d'étrangers.

En songeant à l'avenir de notre nationalité, nos législateurs ont-ils jamais réfléchi, à ce qu'un pourrait attendre d'une assemblée générale composée d'hommes qui tous auraient reçu, ou se sont préparés ensemble à l'art de se gouverner, et qui pour la vie, époque active de la vie, se trouveraient réunis des différentes parroisses de l'Etat pour pourvoir comme législateurs aux besoins de leur pays.

Ce sont là les avantages nationaux que le collége Jefferson tient en grande faveur. Il en est d'autres sous le point de vue d'économie.

200 jeunes gens élevés en Europe coûtent annuellement à leurs familles,

Supposons huit années d'étude, la somme s'élèvera à	$40,000 00
Passage d'aller et retour, $400,	80,000 00
Total	$720,000 00

Somme considérable enlevée à l'Etat sans retour, pour procurer à nos enfans une éducation européenne, tandis que le montant payé au Collége Jefferson pour leur donner une éducation nationale, reste dans l'Etat. Le Collége peut recevoir aujourd'hui 300 élèves. Un débours additionnel de 20,000 lui permettrait d'en recevoir 500.

Dans un Etat comme le nôtre, possédant des élémens immenses de richesse encore peu connus de science et de prospérité, les efforts ten lant à les développer, à les ouvrir à l'industrie et au commerce, ne peuvent qu'être couronnés de succès. Aussi, la Direction se propose-t-elle d'ouvrir un cours pratique, réunissant l'étude de la connaissance requises pour les professions d'Ingénieur Civil et de Géomètre et celle des sciences appliquées aux arts et manufactures. Un cours où se développeraient les principes des sciences qui sont d'une application journalière, formera la base du système dans le département projeté. Préparé par l'homme de science, il devra passer aux mains de l'homme pratique. Une fois mettre des rapports intimes qui lient la pratique à la théorie, il sortira faire l'application de ses connaissances à des entreprises réelles.

Pour cela, cependant, l'aide de l'Etat est nécessaire. Les allocations de terres faites par le gouvernement fédéral dans le but spécial de créer de hautes écoles de science, &c. [seminary of learning], permettent à la Législature d'accorder cet aide, si elle pense que l'objet en mérite digne.

Avant de terminer, le comité a la satisfaction d'annoncer que la direction, pénétrée de l'importance, sous un gouvernement où la défense du pays est laissée à ses citoyens, que chacun sache respirer sa fâche quand il sera appelé à le faire, a organisé l'année dernière, parmi les élèves de plus âgés du Collége, une compagnie de 40 jeunes gens, régulièrement exercés comme soldats et instruits comme officiers. Cette compagnie va être portée à 80, et sera graduellement augmentée jusqu'à ce que tous les élèves en fassent partie. Cette innovation a produit un autre heureux résultat. Les exercices réguliers imposent comme une espèce de gymnastique sur le développement physique et la santé des élèves.

Signé { EDMOND J. FORSTALL, Rapporteur.
REYNES,
B. WINCHESTER.

Extrait des Minutes de la Direction du Collége Jefferson.

Sur motion,—Résolu, Que le rapport du Comité, chargé de répondre aux questions proposées par la Chambre des Représentans, soit adopté.—Cette motion a été adoptée à l'unanimité.

Pour copie conforme.

Signé B. S. WEBRE, Secrétaire
Nouvelle-Orléans, le 14 janvier 1842.

CANDIDATS POUR LA PLACE DE MAIRE.

A Messieurs les Editeurs de l'Abeille.

Messieurs,

Ayez la bonté de publier dans votre journal qu'à la demande d'un grand nombre de ses amis, M. WILLIAM FRERET a consenti à être de nouveau candidat à la place de Maire de la ville de la Nouvelle-Orléans, à la prochaine élection. 19 janv

☞ Nous sommes autorisés, par ses nombreux amis, à annoncer que M. DENIS PRIEUR est candidat pour la place de Maire de la Nouvelle-Orléans à l'élection prochaine, et qu'il sera soutenu dans les trois Municipalités.

☞ CONVOCATION IMPORTANTE !

☞ Les membres du barreau de la Nouvelle Orléans et des autres parties de l'Etat, sont convoqués à une assemblée qui aura lieu à la Cour de Cité, lundi prochain, 31 janvier, à 9 heures—précises du matin, à l'effet de pétitionner la Législature à l'effet d'obtenir une cour d'appel en matière criminelle.

29 jan PLUSIEURS MEMBRES DU BARREAU.

☞ Les expéditeurs de marchandises par le steamship NEW YORK, capitaine Wright, pour Galveston, sont informés à vouloir bien expédier ces marchandises aujourd'hui avant midi, l'intention étant de faire mettre à la voile ce navire à midi précis, à moins qu'il n'arrive à Galveston avant le premier février prochain, époque à laquelle le nouveau tarif sera en vigueur. Les passagers sont priés de trouver à bord avec leur baggage avant midi.

30 jan HAWTHORN & WOODS.

☞ MM. Dexter, D. Dickey, Wm. Florance, Feffel & Parret, J. B. Zinn, sont requis de payer au navire de Fairfield de New-York, et aussi les propriétaires de 2 caisses remplies de vin, qui ont été débarquées depuis qu'ils sont invités à faire connaître leurs noms, et la nature de leur décharge ment sur la Levee vis-à-vis le marché aux légumes, faute de quoi leurs marchandises seront emmagasinées à leurs frais.

30 jan J. W. STANTON & Co. 33, Poydras.

☞ Le navire LOUISA, capitaine Milford, de New-York, est maintenant en déchargement vis à vis l'Hôtel de la Monnaie. Les consignataires sont invités à venir recevoir leurs marchandises sur la Levee.

30jan JAMES F. WOODRUFF, Agent, 70 Camp.

☞ Le navire FAIRFIELD, capt. Wilson, de New-York est maintenant en déchargement vis-à-vis le marché aux légumes. Les consignataires sont invités à venir recevoir leurs marchandises sur la Levee. J. W. STANTON & Co.

30 jany 30 Poydras.

☞ Le brick Parlet, capitaine Usmer de New-York est maintenant en déchargement vis à vis la rue d'Esplanade. Les consignataires sont invités à venir recevoir leurs marchandises sans retard.

30 jany G. REDFOOD & SECK, 94 Bourbon

☞ Le navire *Lavina*, partie le 15 courant de Philadelphie pour la Havane, avait à son bord Penny Hazard et associé.

(No 18.)

ACTE.

Pour exempter les encotteurs de la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans du service des jurés.

Section 1ère. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane réunis en assemblée générale; Que à dater de la passation du présent acte, les encanteurs de la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans, seront, et ils sont par le présent, exemptés de servir en qualité de jurés, dans aucune des Cours de cet Etat.

(Signé) WM. C. C. CLAIBORNE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA,
Président du Sénat.

Approuvé le 27 janvier 1842.

(Signé) A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

[No. 19.]

ACTE

Pour amender l'acte intitule : "Acte pour assesser un certain district du pays à la paroisse d'Ouachita," et pour d'autres objets," approuvé le six février mil huit cent quarante-un.

Sect. 1ère. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane réunis en assemblée générale; Que le jury de Police de la paroisse de Ouachita sera le pouvoir de faire toutes les alterations qui lui paraitront convenables, aux limites du District créé par l'acte précité, pourvu qu'il ne l'annihile pas, et bien entendu cependant que la dite limite sera ainsi établie elle ne pourra plus être altérée que de la manière dont il est maintenant prescrit par la loi relativement aux Districts de la dite paroisse.

Sect. 2de. *Et il est de plus décrété etc.* Que la ligne courant Ouest, mentionnée dans la première section de l'acte amendatoire par le présent, se terminera à l'embarcadaire sur le Bayou Dugdemonda qui coule à l'Ouest de la ville de Trois Ouest; qu'elle se dirigera en remontant ledit embarcadaire Ouest, jusqu'à la ligne qui passe entre les Township dix-neuf et dix-huit et que ledit embarcadaire au Bayou du Bayou formera la limite Ouest de la paroisse de Ouachita.

(Signé) WM. C. C. CLAIBORNE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA,
Président du Sénat.

Approuvé le 27 janvier 1842.
(Signé) A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

(No 98.)

ACTE

Pour établir trois districts additionnels d'élection dans la paroisse de Plaquemine, et pour d'autres objets.

Section 1ère. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane réunis en assemblée générale; Que trois districts additionnels d'élection sont par le présent établir dans la paroisse de Plaquemine, et ils seront désignés et fixe comme suit : un à la maison de Simon Manning, sur la route qui conduit le Bayou à Natchez, un second à la maison d'Edwin Friend, sur le bayou Pierrhome, et le troisième s'endroit appelé maison d'école de Walnut Creek, dans la partie Est de la dite paroisse.

Section 2me. Il est de plus décrété etc. Que les commissaires seront nommés, des trois électoriales fournies, et les autorités compétentes de la dite paroisse feront les autres préparatifs pour que les élections aient lieu dans les dits districts de la même manière qu'elles sont faites dans les autres districts de la dite paroisse.

Section 3me. Il est de plus décrété etc. Que le district d'élection dont le siège sera ci-devant établi à la maison de Jacob Waldrop, dans la dite paroisse, est et demeure par le présent abolis.

Et ainsi dans 4me. *Et il est de plus décrété &c.* Que le siège d'élection pour le district de Plaquemine, nommé Thomas Appelwhite, sur la rive Ouest du Bayou Bochast est et demeure par le présent transporté à la maison de Thomas McCall, dans la même section de la paroisse.

(Signé) WM. C. C. CLAIBORNE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA,
Président du Sénat.

Approuvé le 27 janvier 1842.
(Signé) A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Messieurs les Editeurs de l'*Abeille*,

Messieurs:

Permettez-moi de me servir de votre estimable journal pour donner de la publicité à ces quelques lignes que je vous fais parvenir.

Vous obligerez infiniment,

Votre obéissant serviteur,
L. PLACIDE CANONGE.

AU PUBLIC.

Il court depuis hier dans la ville un bruit auquel je n'ai d'abord donné aucune attention, mais qu'il me devient maintenant indispensable d'étouffer, car il a pour accréditer auprès de quelques personnes.

Je ne sais qui s'est permis d'avancer que j'avais en une rencontre avec un jeune homme que je l'avais pris du m'accompagner au théâtre pour y faire la distribution de pommes, et que sur son refus, une assez vive altercation était survenue entre nous, et qu'enfin j'avais été frappé à plusieurs reprises. On ajoute, pour compléter la charge, que par mesure de prudence j'ai fait afficher mon avancement, et qu'il est toujours maintenant sous caution.

Or, je dois d'abord déclarer que je ne me suis nullement occupé de cabale, que je n'ai fait aucune rencontre, et que si pareille affaire m'était arrivée avec un homme comme il faut, elle serait déjà vidée, et ne tarderait pas devenir le tour de la ville.

Je suis encore à connaître le redresseur de torts qui m'aurait donné pareille correction, et je viens devant tout le public donner le démenti le plus formel à cette assertion.

Il est présumable qu'il se trouve des hommes assez peu généreux pour profiter de semblables calomnies et je prends pour un imposteur et un mauvais plaisant, celui qui, se retirant derrière les cancans, a osé faire circuler un mensonge qui tendrait à attaquer mon honneur, et qui est sans la plus petit fondement. C'est l'une et l'autre que je me réserve à me prévaloir contre le coupable pour le faire mettre au pilori du public.

Il m'a été impossible d'inscrire l'article précédent dans le dernier numéro de la *Louisiane*, l'heure était trop avancée quand on est venu m'annoncer la nouvelle.

Je devais à mes amis de couper court aux